

Le plan local d'urbanisme adopté par la majorité

La délibération débattue hier au sein du conseil municipal marque la fin de la longue procédure d'élaboration du PLU. Les trois groupes d'opposition ont voté contre

La majorité du conseil municipal, réuni hier après-midi, a adopté seule le plan local d'urbanisme de la commune, sans les voix des trois groupes d'opposition, qui ont voté contre.

Avec ce document d'urbanisme, a rappelé François Carrassan, adjoint en charge du dossier, la ville répond à une question simple: «*Comment satisfaire les besoins et les attentes de chaque citoyen sur un territoire, qui au-delà des droits de propriété individuels, appartient finalement à tous ?*»

La réponse apportée, forcément «*complexe*», a-t-il poursuivi, vise «*à affirmer un nouvel équilibre territorial, à améliorer les équilibres humains, à renforcer les équilibres économiques*». Elle n'a pas convaincu les groupes d'opposition.

« 100 % béton » pour Jacques Politi

Jacques Politi, dont c'était le retour en séance après de longs mois d'absence, a dénoncé «*un PLU 100 % béton*» et «*une population hyéroise qui serait augmentée de 20000 habitants*». En terme de développement économique et touristique, il est revenu sur les propositions alternatives de son groupe, concernant la place Clemenceau ou le hameau des Pesquiers et s'est attardé sur la question agricole pour déplorer «*l'absence de projets agricoles*» dans le PLU et «*la*



Les groupes d'opposition ont justifié leurs votes contre le PLU en avançant des arguments souvent déjà évoqués lors des différentes étapes de la procédure. Chacun, finalement, a campé sur ses positions.

(Photos Laurent Martinat)

consommation de 70 hectares d'espaces agricoles à Ste-Eulalie», affirmant «*partager le point de vue de la Chambre d'agriculture*» qui a rendu un avis défavorable à ce PLU.

Les cinq raisons du Front national

Marie-Laure Collin a renchéri, listant les cinq raisons de voter contre ce PLU pour le groupe Hyères Bleu Marine: «*L'explosion urbaine et*

démographique, une densification de la ville avec une mauvaise répartition, des incertitudes et une absence de garanties», notamment en ce qui concerne les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), «*l'insuffisance de projets économiques*» et enfin «*une parodie de démocratie*» puisque, dit-elle, «*vous allez contre les avis exprimés [lors des réunions de concertation] quasi*



systématiquement».

Urbanisation forcée pour la gauche

Enfin, à gauche, William Seemuller et Brigitte Del Perrugia estiment «*qu'un effort significatif d'aménagement et de réhabilitation dans la vieille ville pourrait libérer 1000 logements*». Ils regrettent «*une croissance démographique agressive qui menacera notre agriculture*»,

«*une urbanisation forcée confirmée par les avis défavorables de la Chambre d'agriculture ou l'Institut national d'appellation d'origine*».

Parmi les très nombreuses remarques formulées par ses opposants, le maire a retenu deux thèmes: la population future et l'agriculture. Calculs à l'appui, tenant compte des phénomènes de décohabitations et de la présence de nombreuses rési-

dences secondaires dans la commune (environ 25 %), il a voulu démontrer que la construction de 8355 logements ne se traduira statistiquement que par 7492 habitants de plus en 2026. «*Démonstration, a-t-il insisté, qui se vérifie par l'évolution récente de la population de la commune*»: 1539 logements ont été construits à Hyères entre 2010 et 2015, pour «*seulement*» 1448 habitants de plus entre 2010 et 2017. S'agissant de l'agriculture, il a tenu ferme sur ses positions déjà exprimées: «*Le PLU 2017 compte 112 hectares de terres agricoles de plus que celui de 2011, pour lequel la Chambre d'agriculture avait rendu un avis favorable*». Il souligne aussi que les commissaires enquêteurs ont jugé «*équilibrée*» la position de la commune sur ce sujet.

« Bétomania ridicule »

Il a enfin rejeté toute volonté de «*bétomania ridicule*». La commune, a-t-il insisté, «*a l'obligation d'afficher sa volonté, sinon politique au moins administrative, de satisfaire aux obligations imposées par l'État (en matière de logements sociaux), au risque de l'annulation du PLU*». Ses explications et sa demande aux élus de l'opposition de «*se mettre en situation*» sont restées sans effet. «*L'opposition s'oppose...*»

CAROLINE MARTINAT
cmartinat@varmatin.com

Modifications de dernière minute

Avant le débat, François Carrassan est revenu sur la philosophie, les grands principes et surtout la longue procédure qui ont présidé à l'adoption de ce Plan local d'urbanisme.

Après l'élaboration du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD), après la concertation et l'arrêt du PLU, après le recueil des avis des personnes publiques associées et l'enquête publique, la toute dernière étape avant l'adoption du PLU, proposé hier, consistait à répondre aux remarques formulées lors de cette enquête.

«*Plusieurs modifications proposées ont été prises en compte*», a indiqué l'adjoint

à l'urbanisme, précisant «*qu'elles portent essentiellement sur les recommandations formulées par les commissaires enquêteurs, sans porter atteinte à l'économie générale du PLU*».

Fin de non-recevoir

Sur d'autres points, comme la demande de maintien en zone agricole de plusieurs zones à urbaniser exprimée par la Chambre d'agriculture, ou sur des demandes inverses exprimées par d'autres pétitionnaires, la commune a maintenu sa position «*liée à la nécessité d'un développement équilibré*», soulignant une augmentation du potentiel agricole de la commune de 112

hectares et le soutien des commissaires enquêteurs. Des réponses ont aussi été apportées, sans modifications, aux inquiétudes formulées au sujet des Orientations d'aménagement et de programmation (OAP), du golf de Ste-Eulalie, de la gestion de la sécurité et des risques...

Des demandes diverses concernant les îles ou les espaces boisés classés n'ont pas été prises en compte dans l'immédiat principalement «*parce qu'elles nécessitent des avis de la commission départementale de préservation des sites, impossible à obtenir dans le délai imparti pour l'approbation du PLU*».

Délinquance et perquisition pour les questions d'actualité

Les questions d'actualité n'ont pas suscité de longs débats après le marathon de la discussion sur le PLU.

Incivilités en augmentation

Formulée par William Seemuller, (opposition de gauche), la première interpellation a eu trait à «*l'augmentation des incivilités*» dans certains quartiers hyérois: la gare, la Haute-ville...

Le maire, Jean-Pierre Giran, ne les a pas contestées, estimant qu'effectivement, «*la délinquance s'était accrue dans ces secteurs mais que celle-ci représentait moins de 3 % des faits constatés sur l'ensemble de la commune. D'ailleurs, des interpellations sont survenues. À cet égard, j'ai demandé à la direction départementale de la sécurité publique*

du Var un renfort des effectifs de police. Je l'ai répété au préfet, ce midi».

«*Il s'agit d'une délinquance commise par des mineurs... dont on parle depuis des années sans trouver de solution!*», a regretté Patrick Collet (Rassemblement Bleu Marine).

Rumeurs de perquisition

Eric Felten (groupe Politi) a alors pris la parole pour demander une confirmation au maire suite à «*des rumeurs en ville qui parlent de perquisition menée en mairie*».

«*Oui, une perquisition a eu lieu relative aux DSP (délégations de service public)*, lui a répondu le maire. Pas de relance. Fin de conseil.

F. D.